



DISCOURS D'OUVERTURE

du

COLLOQUE INTERNATIONAL

"UNE POLITIQUE MIGRATOIRE GLOBALE ET COMMUNE EN EUROPE:

QUELS DÉFIS POUR LA COOPÉRATION AVEC LES PAYS TIERS?",

ORGANISÉ DANS LE CADRE DE LA PRÉSIDENTE GRECQUE DU CONSEIL

DE L'UNION EUROPÉENNE,

et

PRONONCÉ PAR M. Ch. POLYZOGOPOULOS, PRÉSIDENT DU CES DE

GRÈCE, PRÉSIDENT DE L'UCESIF

LUNDI 30 JUIN 2014

MUSÉE DE L'ACROPOLE, ATHÈNES

Le phénomène de la migration n'est pas nouveau en Europe. L'Europe a toujours été une destination attirante pour les mouvements migratoires, qui se contractent ou s'amplifient en fonction du contexte économique et politique mondial, des inégalités sociales et des catastrophes environnementales.

De tout temps, l'Homme a été à la recherche d'une vie meilleure et de plus grandes opportunités pour prospérer, s'éduquer, être libre, en étant prêt à faire face aux sacrifices, aux privations et à changer de lieu de vie afin de satisfaire ses besoins et de réaliser ses rêves. Aucun État européen n'est par ailleurs parvenu à achever son industrialisation sans accueillir, mais également, exporter un grand nombre de migrants.

Jusqu'à récemment encore, la migration légale non seulement n'avait pas de répercussions négatives, mais au contraire, contribuait positivement au développement, en comblant les carences en mains d'œuvre, et aidait à répondre au vieillissement de la population en Europe. Selon des études, en Grèce au cours des années '90, les immigrés légaux ont contribué à la croissance annuelle du PIB de 1,5% en moyenne, ont comblé les manques pour certains types de spécialisations et ont revitalisé des régions rurales et des cultures agricoles qui dépérissaient.

Aujourd'hui, cependant, le contexte est complètement différent. La crise financière a condamné l'Europe à des taux de croissance anémiques et a fait monter en flèche le chômage; le résultat étant que des initiatives et actions pour une politique migratoire «ouverte» n'ont plus leur place dans l'agenda européen. La réorientation marquée des États européens vers des politiques visant à décourager les mouvements migratoires est clairement visible, ceci se faisant à travers un contrôle plus sévère des frontières et en rendant plus compliquée la procédure de légalisation des immigrants.

Et tout cela à une époque où le Printemps Arabe et par la suite la crise en Syrie ont augmenté l'ampleur et l'intensité des mouvements migratoires vers l'Europe jusqu'à des niveaux devenus ingérables pour l'économie et la société. Le nombre toujours croissant d'immigrants clandestins dans une Europe sans emplois conduit à des situations de marginalisation sociale et économique, de racisme et de xénophobie. Dès le début de la crise, 50% des immigrés régularisés, au niveau

européen, se sont retrouvés sans emploi. Le chômage et la pauvreté nourrissent, à leur tour, la délinquance en intensifiant le sentiment d'insécurité au sein de la société. La peur est le résultat naturel du sentiment que quelque chose échappe à tout contrôle et les vagues migratoires continues, au sujet desquelles il n'existe aucune information ni contrôle, sont perçues par les citoyens européens comme une menace pour leur sécurité et leurs emplois.

Tout le monde s'accorde à dire qu'indépendamment de la résistance et de la tolérance de la société européenne, il est extrêmement difficile pour les flux migratoires non-contrôlés et ne répondant pas aux besoins des pays d'accueil de ne pas perturber la cohésion sociale et l'adéquation des services sociaux. Ce qui rend la situation particulièrement grave, ce sont ces phénomènes précités de mise à mal de la cohésion sociale et les réactions xénophobes - dans de nombreux cas - sévères en Europe qui ne sont pas uniquement le résultat de la crise économique actuelle mais celui d'une incapacité de longue date des gouvernements européens à gérer de manière globale et rationnelle la question migratoire.

Au cœur du problème, principalement en raison de leur position géographique, se trouvent les pays d'Europe du Sud qui font face aux pressions les plus intenses de la part des mouvements migratoires qui essaient de se forger un passage vers l'Europe. La Grèce et l'Italie doivent gérer un nombre disproportionné, compte tenu des capacités qu'elles ont, d'immigrants clandestins et jouer le rôle de la «prison» européenne pour les immigrants clandestins étant donné qu'elles ne peuvent ni les rapatrier ni les expulser et sont obligées de les garder «bloqués» à l'intérieur de leurs frontières. La pratique a montré que des accords tels que le Dublin II vont à l'encontre des solutions qu'ils sont censés apporter au problème. Malgré cela, les demandes formulées par la Grèce et l'Italie pour un réexamen du Règlement et l'application du principe de répartition et réinstallation équitable des immigrants sans papiers, de manière égale entre tous les États membres de l'Europe, n'ont pas avancé car cela requiert l'accord des deux parties de l'UE, à savoir du Nord et du Sud, ce qui n'a pas encore été le cas.

Il serait souhaitable de lutter contre les causes profondes de l'immigration illégale. Mais jusqu'à ce que nous y parvenions, le rôle de l'Europe doit être plus

décisif et dès lors sa politique de gestion de ce phénomène plus réaliste. L'Union européenne ne peut affronter cette nouvelle phase à travers des politiques migratoires restrictives et décousues, auxquelles manque une vision européenne commune. L'essence même de la politique doit changer. L'Europe se doit d'acquérir une position globale et responsable qui déterminera le développement d'une politique migratoire commune pour la lutte contre l'immigration illégale, sans exceptions ni différenciations entre les États membres.

Les événements inhumains qui ont récemment eu lieu en Méditerranée et qui font naître un sentiment de honte devront devenir une plateforme pour l'émergence de principes et de valeurs communs dans toute l'Europe. La question de la migration, qui ne concerne pas les États de manière individuelle mais l'Europe dans son intégralité, demande d'urgence des réponses à une série de défis ayant attiré aux principaux idéaux européens: l'humanisme, la solidarité, les principes démocratiques, l'État de droit.

Si nous acceptons que les immigrants ne constituent pas un phénomène éphémère et passager et que les propositions pour une tolérance zéro et une fermeture complète des frontières ne sont pas réalistes, nous devons procéder, tout de suite, à l'élaboration d'une politique migratoire européenne globale et commune. Cela nécessite, par principe, un accord entre tous les États européens, appartenant soit au nord de l'Europe et donc moins affectés soit au sud et donc devant faire face à des centaines de milliers d'immigrants illégaux, sur quel type de société nous souhaitons établir. Ensuite, il faut développer des politiques et des actions communes qui répartiront de manière équitable le coût de la gestion du problème à travers toute l'Europe. Des politiques et des actions qui géreront la question de l'immigration sur base des capacités réelles des pays de l'Europe et qui contrôleront de manière efficace les frontières et l'immigration illégale. Parce que le premier devoir que nous avons tous est celui de combattre les syndromes xénophobes qui s'intensifient continuellement et de cultiver en chaque citoyen une conscience européenne dépourvue de toutes influences racistes et qui considère les immigrants comme des hommes avec lesquels nous devons trouver des moyens de vivre ensemble. Et cela devra se faire immédiatement, car tandis que dans le passé la

xénophobie et le populisme étaient promus par des mouvements politiques extrêmes mais néanmoins minoritaires, aujourd'hui la situation est complètement différente. Les politiques contre les immigrés et les minorités font parties du programme de et sont utilisées comme une arme électorale par divers groupes politiques européens qui revendiquent l'exercice du pouvoir et recueillent d'ailleurs des pourcentages élevés lors des scrutins électoraux comme l'ont montré les récentes élections pour le Parlement européen.

Le Conseil Économique et Social de Grèce, par le biais de ses actions réalisées jusqu'à présent en rapport avec les problèmes et les politiques d'intégration dans la société grecque des immigrants, et à travers ses Avis relatifs, au niveau national mais aussi dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen, a mentionné le respect des principes de la démocratie et les sociétés libres et ouvertes comme étant des sujets de la plus haute importance pour l'Europe. Comme nous l'avons indiqué toute manifestation raciste et tout syndrome xénophobe ne peuvent avoir leur place au sein d'une Europe démocratique. Malgré la crise économique actuelle et le chômage en hausse, l'Europe a besoin d'une politique plus ouverte pour l'entrée de nouveaux travailleurs immigrés, surtout si nous prenons en compte les évolutions démographiques. La politique migratoire commune doit donc surmonter les anciennes limites et s'adapter aux besoins actuels. Dans ce contexte, les propositions de la Commission européenne concernant le budget des affaires intérieures pour la période 2014-2020 sont d'une importance fondamentale pour la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice et pour la construction d'une Europe plus «ouverte», plus sûre et plus solidaire.